



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1839

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Sandrier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Claude Sandrier. Monsieur le Premier ministre, les inégalités se creusent et deviennent insupportables.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Jean-Claude Sandrier. Restos du cœur, Secours populaire et Secours catholique battent des records de fréquentation. Un adulte sur huit est au chômage. Le surendettement des familles explose. En deux ans, le nombre de personnes qui sont allées gager leurs biens au Crédit municipal a augmenté de 30 %.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Jean-Claude Sandrier. Les taxes, les hausses de redevance télévision et de forfait hospitalier pleuvent. Voilà la réalité, et ne dites pas que c'est la faute à la crise !

Car de l'autre côté, que voit-on ? " L'insolente santé de la Bourse ", comme l'écrit le journal *Les Echos*, la masse énorme des cadeaux fiscaux, bouclier fiscal en tête. Cela coûte au budget de la France un tiers de ses recettes. Il faut y ajouter les 11 milliards d'euros de cadeaux de taxe professionnelle pour suppléer des banques qui non seulement ne font pas leur devoir de soutien à l'économie, mais recommencent à spéculer.

Ainsi, l'appauvrissement de plus en plus de familles des classes populaires et moyennes sert à grossir les revenus indécents d'une poignée de privilégiés qui sont, avec les gouvernements, responsables de la crise actuelle.

Il faut en finir avec ces privilèges qui détruisent cohésion sociale et nationale, érigent en valeur suprême l'égoïsme en lieu et place de la solidarité.

Dans l'urgence, nous vous demandons, monsieur le Premier ministre, de prolonger d'un an les indemnités des chômeurs en fin de droit, d'accorder une aide exceptionnelle aux familles qui ne peuvent plus payer leur chauffage et leur loyer, d'interdire les licenciements utilisés pour enrichir les actionnaires, de créer un pôle financier et bancaire public afin d'orienter l'argent vers l'investissement productif, l'emploi et la formation, et non vers la spéculation, les bonus et les paradis fiscaux.

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur le député, la politique du Gouvernement en matière d'économie et d'emploi peut se résumer simplement : encourager, soutenir, stimuler l'emploi et l'investissement.

Au titre de l'emploi, nous allons évidemment continuer un certain nombre des mesures que nous avons prises. Nous voulons en particulier maintenir l'emploi, parce que l'emploi, c'est le passeport évident pour le salaire, pour le pouvoir d'achat, et tous nos concitoyens le savent.

Nous souhaitons donc maintenir le système d'indemnisation du chômage partiel. Vous savez que nous l'avons dopé en 2009. Nous continuerons en 2010.

De la même manière, nous maintiendrons l'obligation de revitalisation des territoires pour chacune des entreprises qui décideront de procéder à des licenciements économiques. Et nous serons, comme Christian Estrosi l'a rappelé tout à l'heure, sous l'autorité du Premier ministre, extrêmement attentifs, et pas seulement comme observateurs, à toutes celles des entreprises qui s'amuseraient à licencier, à restructurer, sous prétexte

de crise.

Nous allons également, bien sûr, maintenir l'incitation à la création d'emplois pour les entreprises de moins de dix salariés, qui bénéficieront du dispositif zéro charge, pour être encouragées à créer des emplois.

Je ne vous parle pas des plus de 300 000 emplois aidés que nous allons maintenir dans le budget 2010.

S'agissant de l'investissement, soyons clair : il nous faut impérativement le stimuler, et encourager les banques pour ce faire. J'aurai l'occasion, tout à l'heure, de répondre à une question sur les méthodes que nous utilisons en la matière.

Il faut aussi qu'OSEO puisse jouer son rôle aux côtés des petites et moyennes entreprises. Il faut que l'ensemble des dispositifs, y compris le fonds stratégique d'investissement, puissent jouer leur rôle pour soutenir l'investissement et le financement des entreprises. C'est à cela que concourait également la taxe professionnelle. Je ne crois pas que la nationalisation des banques, ni qu'un quelconque établissement, puisse permettre d'améliorer plus la situation que ce que nous faisons actuellement. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Sandrier](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1839

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 janvier 2010